

**« TERRORISME » NE PERMET PAS DE RENDRE COMPTE DE CE QUI S'EST PASSÉ.  
C'EST D'UNE PROPOSITION, EN ACTE, D'UNE POLITIQUE CRIMINELLE  
DONT IL FAUT PARLER.**

**RENCONTRE LE JEUDI 29 JANVIER, 18h30**

Des gens, militants d'une politique criminelle, sont passés à l'acte.

Il s'agit d'une tuerie de la veine de « Viva la muerte », ce cri que lançaient les milices fascistes pendant la guerre civile espagnole, et qui appelait et autorisait à tuer tous ceux qui se trouvaient sur leur passage et qui n'étaient pas d'accord avec eux.

### **1) De quelle politique sont-ils porteurs ?**

***Ce sont des individus porteurs d'une politique de guerre civile, de la dévastation, de la séparation des gens à l'infini, de l'identitaire comme « signe de reconnaissance et de ralliement »***, et qui font publiquement, à tous, une proposition pour la pensée et pour l'action.

Accepter d'aborder ce qui a eu lieu à partir de ce point fait qu'on ne peut pas s'en remettre à la simple affirmation : « *c'est un acte terroriste* », affirmation fourre-tout qui fait l'économie de toute réflexion, de tout travail pour être capable d'affirmer autre chose, pour chercher du côté d'un « ***que faire pour une politique de paix ?*** » ; c'est-à-dire que faire pour la France soit un pays pour tous ceux qui y vivent, et un pays qui ne passe pas son temps, à l'étranger, à bombarder et semer la désolation (ex de la Libye)

Dire « *c'est un acte terroriste* », c'est au contraire s'en remettre à l'Etat et aux partis, se ranger derrière eux et décider de n'avoir plus aucune distance quant aux propositions et aux actions qui vont être mises en place, et qui, ont le sait, seront fatalement dans la continuité, en encore plus dur, des années Sarkozy/Hollande.

Si ce qui a eu lieu n'est pas de l'ordre du « *terrorisme* », mais de l'ordre d'une politique criminelle, alors il faut se demander pourquoi cela est devenu une proposition, un possible envisageable pour aujourd'hui.

### **2°) Pourquoi s'agit-il d'une proposition d'aujourd'hui, d'un possible envisageable ?**

- D'abord, ces assassins ne sont pas les seuls à être porteurs d'une politique criminelle, mais eux ont fait le choix de passer à l'acte de manière spectaculaire. Depuis de nombreuses années, des groupes identitaires s'affichent publiquement en France, manifestent, certains sont conseillers politiques dans tel ou tel parti, dans telle ou telle mairie. Des intellectuels, des artistes, des journalistes affichent leur haine, leur rejet d'une partie des gens du pays (musulmans, mais aussi juifs, roms..). Depuis le « ministère de l'identité nationale » de Sarkozy, quelles que soient l'origine, la religion, la couleur de ceux qui y travaillent, les politiques criminelles ont fait leur chemin dans la division, la séparation, la mise en face à face de groupes dans la population.
- Ensuite, parce que cet acte criminel est interne à la situation générale d'aujourd'hui ; il n'est que le reflet de ce qui s'est déployé dans le monde ces 15 dernières années : un fonctionnement sans principes de la part des Etats les plus forts.

Les guerres américaines ont ouvert à la ruine d'Etats, laissant après leur passage des pays dévastés par la guerre civile (Irak, Afghanistan...). Les guerres franco-britanniques, franco-américaines ou juste françaises, se sont alignées là-dessus : la Libye en est le tragique exemple. Les armes livrées circulent, se revendent, arment gangsters et politiques criminelles. Les populations civiles n'ont d'autre choix que de se réfugier à l'étranger pour les « plus

chanceux » (mais toujours interdits d'Europe !), ou de subir les pires exactions. Les Etats détruits par les puissances militaires ne laissent que des champs de ruines et de malheur. On a beau « orner » ces exactions de grands mots (démocratie, liberté...) il n'en demeure pas moins que dans le réel de la vie de ceux qui le vivent, il n'y a rien de tout cela.

On est passés de principes de droit international à la loi du plus fort, sans contrainte et sans limite. **La politique, son essence même, est devenue pour les Etats forts, la guerre, et la guerre civile, avec tous ses aspects criminels, est devenue le seul possible de la séquence pour de nombreux peuples.**

### **3°) Peut-on s'en démarquer ? Y a il un autre possible envisageable ?**

Tout d'abord, soyons clairs sur la proposition étatique d'Union Nationale. Que veut dire s'unir avec des gens qui portent des politiques de séparation et de ségrégation ? La politique de l'Etat en France se fait toujours à partir du discours de Grenoble de Sarkozy, discours où ont été énoncées la claire séparation des gens dans le pays et la place prépondérante de la police, incarnation du « *sens de l'Etat* ». S'unir sur les discours faits contre les Roms (présentés et traités comme des sous-hommes), ou contre les enfants arabes « voleurs de pains au chocolat », s'unir sur les lois contre les gens qui n'ont pas la nationalité française, s'unir dans la traque des ouvriers sans-papiers et de leur famille, s'unir pour refuser la présence de réfugiés en Europe, réfugiés qui fuient ces mêmes guerres que nous créons ? S'unir derrière les pires politiques qui se mettent en place contre les plus pauvres ?

Ensuite, l'Union Nationale a toujours lieu **contre**. Contre le terrorisme nous dit-on. Sous ce prétexte, il faut s'attendre aux pires choses. Les discours des chefs de Partis et du gouvernement commencent déjà.

Si guerre il y a en France, c'est celle des gouvernements contre des parties de la population : Roms, sans-papiers, habitants des quartiers des périphéries ou des quartiers modestes en ville, pauvres, parties de la jeunesse, gens de nationalités non-françaises...

**Si aujourd'hui la politique c'est la guerre, ainsi que le pratiquent et le prônent nombre d'Etats forts, que pouvons-nous développer en autonomie, c'est-à-dire à distance de l'Etat, qui soit porteur de paix pour les habitants du pays ?**

Nous proposons à tous ceux qui le veulent d'ouvrir un travail de réflexion et d'action sur le point suivant : comment penser ce qui se passe à distance de l'Etat ? comment une pensée et une pratique de paix, du point de ce qui arrive aux gens, peuvent-elles exister ? ; comment faire pour que le pays soit véritablement celui de tous ceux qui y vivent, un pays où est marqué clairement que chaque habitant compte, qu'une vie = une vie, et pour que les situations réelles de la vie des gens, ce qu'ils en disent, soient pris en compte ?

Pour en débattre nous proposons :

**une Rencontre le jeudi 29 Janvier, 18h30.**

Rue du Lieutenant Colonel Pelissier, Métro Capitole, Toulouse  
Espace DURANTI, salle au 3<sup>e</sup> étage

Dans le cadre des "*Rencontres pour penser l'Aujourd'hui*", proposées par "**CEUX QUI VEULENT LE PAYS POUR TOUS**".

Toulouse, le 12/01/2015

Site : [www.ouvriersgensdici.net](http://www.ouvriersgensdici.net)  
Mail : [ouvriersgensdici@free.fr](mailto:ouvriersgensdici@free.fr)  
Tél : 06-13-06-94-62